



À lire, à voir

LE COUP D'ÉTAT CITOYEN

D'Élisa Lewis et Romain Slitine

Éditions La découverte – septembre 2016 – 143 pages

Le constat est implacable : nos démocraties sont en crise. Le système représentatif révèle ses limites et alimente les tentations populistes et technocratiques. Pour y remédier, les auteurs de cet ouvrage proposent de « remettre le citoyen au cœur » du système. Loin de l'incantation, ce livre consiste en « un tour du monde des innovations démocratiques » en présentant des « solutions concrètes dont chacun peut s'inspirer et se saisir ».

Le renouveau concerne les partis politiques. La remise en cause de ces « structures hermétiques isolées de la société » et uniquement préoccupées par les batailles électorales, conduit à l'émergence de nouveaux modèles tel Podemos en Espagne qui propose de « convertir l'indignation en changement politique ». Au-delà du programme c'est surtout l'organisation du parti qui mobilise l'attention. Ce sont des centaines de milliers de personnes qui ont participé aux « circulos », ces cercles de sympathisants du mouvement qui organisent des réunions qui sont orientées essentiellement « vers des actions et des décisions concrètes ». On apprend que Podemos ce sont aussi « une banque de talents » qui mobilise les compétences de ses membres, un forum Internet pour maintenir un lien permanent entre les élus et la base. C'est également le fonds « impulsa » qui vise à soutenir des projets d'innovation sociale « afin de concrétiser au cœur des territoires le projet économique et social ». C'est enfin une éthique de la transparence et du côté des élus des règles de limitation des revenus à 2000 euros/mois. Se dessine ainsi par touches le visage d'un parti qui se pense comme un mouvement visant à transformer le réel et non seulement une machine à conquérir le pouvoir. Dans ce registre la France n'est pas oubliée qui voit se multiplier des initiatives ayant comme objectif le renouvellement de la représentation : « bleu, blanc, zèbre », « Nous citoyens », LaPrimaire.org, Ma Voix et autre « démocratie liquide ».

Le renouveau passe également par « la participation des citoyens à l'élaboration des lois » auquel est consacré un chapitre de l'ouvrage. C'est un foisonnement d'expériences de par le monde qui est présenté : des initiatives populaires en Suisse, jusqu'à la procédure suivie pour le Projet de loi République numérique en France, en passant par la plateforme « Open Ministry » en Finlande, l'objectif reste le même : « passer d'un processus à huit clos (...) à un processus au grand jour où chacun est invité à participer au sein d'une agora à ciel ouvert ». Les nouvelles technologies ont ici la part belle avec notamment « Democracy OS, le logiciel open source d'écriture des lois ». Enfin, le cas islandais est particulièrement marquant puisqu'il s'agissait d'une réforme de la Constitution pilotée par des citoyens, réunis en assemblées, puis dans le cadre d'un comité dont les membres furent tirés au sort, une participation ouverte à tous sur Internet, un engouement populaire sans précédent et au final... le refus du Parlement d'entériner le projet.

On relèvera cependant quelques propositions farfelues défendues par les auteurs et singulièrement celle consistant à remplacer l'actuel Sénat français par une assemblée tirée au sort qui aurait « le pouvoir de dissoudre l'Assemblée nationale et de révoquer le Gouvernement » ou comment jouer aux dés notre destin collectif !

Le renouveau se traduit par l'émergence d'un contre-lobby citoyen et l'on notera ici un plaidoyer inspiré en faveur de la transparence, « ce terreau où prennent racine les contre-pouvoirs citoyens » et cette citation bienvenue de Birgitta Jonsdottir du Parti pirate islandais : « Plus il y a de transparence, plus nombreux sont les yeux qui peuvent veiller au bon fonctionnement de la démocratie ». Les médias alternatifs indépendants ne sont pas négligés avec « LesJours.fr » et l'incontournable « Médiapart », ni la nouvelle figure démocratique du « lanceur d'alerte ». Ici encore les ressources technologiques ne manquent pas grâce au développement de l'open data et notamment aux initiatives de Regards citoyens en France avec les sites nosDeputes.fr, nosSenateurs.fr, LaFabriqueDeLaLoi.fr en France et l'association Albawsala qui permet le suivi des travaux du Parlement en Tunisie.

Puisque la démocratie est « l'égalité possible pour chacun d'influer la décision » selon Robert Dahl, les auteurs présentent les initiatives de ATD Quart monde qui visent à permettre aux plus démunis de participer à la vie publique, de l'Alliance citoyenne à Grenoble et du mouvement « Pas sans nous » de Mohamed Mechmache. Ce sont également quelques anecdotes revigorantes qui nous sont contées et notamment celle de cette association MeuRio au Brésil qui a permis la mobilisation de plusieurs milliers de citoyens contre la destruction d'une école.

Le renouveau devra enfin passer, selon les auteurs, par la reconquête du pouvoir sur les territoires et c'est un festival d'initiatives diverses et variées qui nous est présenté : des budgets participatifs de Porto Alegre dans les années 80, à celui mis en place récemment à Paris, en passant par cette commune de la Drôme, Saillans, où les citoyens ont tout simplement repris le pouvoir pour l'exercer de la manière la plus collective possible, aux antipodes des méthodes autocratiques du précédent maire. L'exemple de Grenoble est particulièrement mis en avant et l'on découvre une ville en pleine transition démocratique. Des conseils de citoyens indépendants ont été créés, composés à parité de volontaires et de citoyens tirés au sort. Ils ont le pouvoir d'interpeller directement le conseil municipal. Un système de pétition totalement inédit a été mis en place : lorsqu'une proposition recueille 2000 signatures, elle est transmise au conseil municipal qui peut l'adopter ou la rejeter auquel cas la question sera réglée à l'issue d'une votation de l'ensemble des citoyens. Si une pétition dépasse les 20 000 signatures, elle est automatiquement adoptée et mise en œuvre. Le seuil des 20 000 n'a pas été choisi au hasard : c'est le nombre de voix obtenue par la majorité en place au second tour des élections municipales. Ou comment la démocratie représentative gagne à prendre conscience de ses propres limites pour le bien de la démocratie... tout court.

V.M.